



Conférence Internationale du REPAR Afrique Centrale
Libreville du 27 au 28 février 2023

Dossier

Les Parlementaires d'Afrique Centrale :
Acteurs de la diplomatie environnementale

REPAR **2023** Theme

“ Implementation of the post 2020
Global Framework on Biodiversity
in Central Africa : a priority of REPAR ”





L'engagement des Parlementaires garantit l'inclusivité
et l'efficacité des législations et des politiques en
matière de gestion durable des forêts et des ressources
naturelles d'Afrique centrale



Sommaire

Editorial..... 4 - 5

Rétro..... 6 - 7

- Conférence des Nations Unies sur la Diversité
Biologique (CDB)..... 6

News..... 8 - 12

- Audit des comptes du REPAR-AC..... 8
- Plan de Trabajo Anual 2023..... 9
- Theme for the year 2023..... 10
- Mission de consolidation des Comptes du REPAR- AC..... 11
- Partenariat..... 12

Actualities..... 13

- COP27 UNFCCC World Leaders Summit 2022 :
the highs and lows..... 13

Dossier..... 14 - 21

- 3^{ème} Conférence Internationale du REPAR Afrique Centrale..... 14
- Regional Coordination bureau meeting of REPAR-AC..... 15
- Cérémonie de Planting des arbres
- Cérémonie d'ouverture..... 16
- Extraits des discours..... 16 - 18
- Exposición 18
- Enjeux et contours fixés par le Comité Scientifique et Politique..... 19
- A good harvest at the end of two days of intense reflection..... 20
- Closing ceremony

Actualities..... 22 - 27

- Occupation of accidental zones and frequency in environmental
disasters in urban areas..... 22
- world bank group : climate change action plan 2021 - 2025..... 23
- Parliament - Government Dialogue..... 24
- Weekly meetings of the REPAR Technical Secretariat..... 25
- PROJET LANDCAM..... 26
- Pêche illicite..... 27



6



13

REPAR inside..... 28 - 30

- Awards..... 28
- Sharing Day
- Echanges de vœux au REPAR..... 29
- 8 mars édition 2023..... 30

REPAR Sport..... 30

- Le temps de la normalisation



23



27



30

REPAR NEWS

Réseau des Parlementaires pour la Gestion
Durable des Ecosystèmes Forestiers
d'Afrique Centrale

B.P. : 4954, Yaoundé

Tél. : (+237) 222 23 87 15 / 677 67 95 63

E-mail : reparregional01@gmail.com

www.repar-afriquecentrale.org

N° 019 - Mars 2023

EQUIPE DE PRODUCTION

Directeur de Publication : Honorable Jean Jacques ZAM, Coordonateur
Regional et National du REPAR

Conseiller Editorial : Theophile BEKONO SAMBA, Secrétaire Technique
Permanent du REPAR

Contrôle de l'orthodoxie Editoriale : Joseph Marie FOUA NDI,
Conseiller Diplomatique

Rédacteur en Chef : Armand Patrice EDJONGOLO, Responsable de la
Communication du REPAR-AC

Rédacteur en Chef-Adjoint : Marie TONGOR PELIANWOH,
Chef de la Cellule de Communication du REPAR-Cam

Rédacteurs : Armand Patrice EDJONGOLO, Marie TONGOR P., Mathurin
ESSAMA E., Marie Odile NKOUE, VOMA Ralph NTUNGWEN, Stephane
NLATE, Gabin MBITA, Maxwell NJU'U, Siddik NJOYA, Bernadette MANGA
ANYOUZOA, Nina ELLA, Derrick ZAMBE Z., Laurent ELLO, Louis EBANA N.,
Daniel Patrick AVINA ONDOA, Thierry E. MENGUE III, Ingrid BIWOLE, Dr
Armel B.MBAH, Nahée C. NIANGUYA B., J. Mily AFOUMOU E., Clarisse
NDONGO N., Stéphane ASSAM A., Linda ASSOMO, Vérica ABEM, Françoise
N. BINGO, Jean Patrick EVINA, Catherine Manga E., Max C. MINFE'E M.
Camille ATANGANA M., N. Florence MFOULOU.

Traduction : VOMA Ralph NTUNGWEN, Daniel Patrick AVINA ONDOA,
Laurent ELLO.

Infographie : NDOUN KONA DAVID BERNARD - 696 48 84 89



Honorable Jean-Jacques ZAM
Coordonnateur Régional du REPAR/ REPAR Regional Coordinator

Dans le rétroviseur de la 3^{ème} Conférence Internationale du REPAR-AC

Après une longue attente, Libreville vient d'abriter les 27 et 28 Février 2023, les assises de la 3^{ème} Conférence Internationale des Parlementaires du REPAR.

Aux yeux de nombreux observateurs, elle a été un grand succès aux plans organisationnel, technique et politique.

Il convient de rappeler que la CIP est une activité majeure du REPAR-AC, inscrite dans son agenda statutaire. C'est un forum de haut niveau de réflexion et d'adoption des positions des Parlementaires de la Sous-région d'Afrique Centrale dans le domaine de la gestion des écosystèmes forestiers et des questions environnementales auxquelles les populations sont confrontées.

Merci aux hautes autorités de la République Gabonaise au premier rang desquelles, S.E Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat.

- Merci aux partenaires techniques et financiers.
- Merci au Comité d'Organisation.
- Merci au personnel du Secrétariat Technique.
- Merci aux artisans de l'ombre pour les commodités et les facilitations diverses...

La Déclaration de Libreville et la Résolution qui découlent de la thématique des travaux « l'action Parlementaire face aux défis environnementaux émergents de la sous-région », sont la référence...

La dynamique du REPAR a été ralentie au cours du segment 2019-2022 par la persistance du Covid19 et la fin de certains programmes mis en œuvre par son principal partenaire financier.

Cette année avec l'accroissement attendu de l'appui en direction de notre organisation par notre principal partenaire technique et financier, notre organisation poursuivra la réalisation de ses missions de sensibilisation et de plaidoyer en vue de renforcer la dynamique Sous-régionale et la masse critique de Parlementaires en faveur de la cause environnementale. Le Plan de Travail Annuel du REPAR-AC pour 2023, promeut ces orientations et devrait se situer au confluent des Plans d'action des Coordinations Nationales. L'Institution de référence est devenue par la force de son travail et de ses convictions, un important baromètre de la gouvernance forestière et de la gestion durable des ressources naturelles en Afrique Centrale.

Le thème du REPAR pour l'année 2023 est « Mise en œuvre du Cadre Mondial post 2020 sur la Biodiversité en Afrique Centrale, une priorité du REPAR pour l'année 2023 ». Il s'agit là d'un sérieux indicateur du rôle que l'Organisation entend jouer dans ce domaine sur l'échiquier Sous-Régional, voire mondial. Des moyens d'action seront consentis pour la mise en œuvre de cet agenda, compte tenu de ce que des signaux favorables témoignent de ce que l'année 2023 sera certainement un grand millésime pour le REPAR.

In the rear mirror of the 3rd International Conference of REPAR-AC

After waiting for long, Libreville has just hosted the 3rd International Conference of Parliamentarians of REPAR on 27 and 28 February 2023.

In the eyes of many observers, it was a great success at the organizational, technical and political levels.

It should be recalled that the IPC is a major activity of REPAR-AC, included in its statutory agenda. It is a high-level forum for reflection and adoption of positions by parliamentarians of the Central African sub-region in the field of forest ecosystem management and environmental issues facing the populations.

Thanks to the high authorities of the Gabonese Republic, first and foremost H.E. Ali BONGO ONDIMBA, President of the Republic, Head of State.

- Thanks to the technical and financial partners.
- Thanks to the Organising Committee.
- Thanks to the staff of the Technical Secretariat.
- Thanks to the artisans behind the scenes for their conveniences and facilitations...

The Libreville Declaration and the Resolution that stemmed from the theme of the meeting, "Parliamentary action in the face of emerging environmental challenges in the sub-region", are the reference....

REPAR's momentum was slowed down during the 2019-2022 segment by the persistence of Covid19 and the end of some programmes implemented by its main financial partner.

This year with the expected increase in support towards our organisation by our main technical and financial partners, our organisation will continue to carry out its sensitisation and advocacy missions aimed at strengthening the sub-regional dynamics and critical mass of Parliamentarians in favour of the environmental cause. The Annual Work Plan of REPAR-AC for 2023, promotes these orientations and should be situated at the confluence of the Action Plans of National Coordinations. The reference institution has become, through the strength of its work and its convictions, an important barometer of forest governance and sustainable management of natural resources in Central Africa.

The theme of REPAR for the year 2023 is "Implementation of the post 2020 Global Framework on Biodiversity in Central Africa, a priority of REPAR for the year 2023". This is a serious indicator of the role that the organization intends to play in this field on the sub-regional and even global scene. The means of action will be granted for the implementation of this agenda, taking into account that favourable signals testify that the year 2023 will certainly be a great vintage for REPAR.

Conférence des Nations Unies

Les Parlementaires d'Afrique Centrale donnent de la voix pour inverser l'érosion rapide de la biodiversité mondiale

C'est du 7 au 19 Décembre 2022 à Québec à Montréal au Canada, que se sont déroulés les travaux de la quinzième session de la Conférence des Etats Parties à la Convention Cadre des Nations Unies (COP-15CBD). La rencontre était consacrée à l'adoption du Cadre Mondial de la Biodiversité pour l'après-2020.

En prélude à la tenue à Québec de la 15ème édition de la Conférence des Etats parties à (COP-15CBD), les Parlementaires d'Afrique Centrale se sont retrouvés du 12 au 15 octobre 2021 à Kinshasa en République Démocratique du Congo, dans le cadre d'atelier sous régional de validation des notes de position des Parlementaires pour les Conférences des Parties sur le Climat et la biodiversité, ainsi que sur la validation de leur Stratégie sur le « One Health ».

C'est donc une position consolidée des Parlementaires de la Sous-région qui a été déclinée à Québec en liaison avec la CDB. Pour apporter leur touche à la question de la perte de la biodiversité et guider l'action mondiale à l'horizon 2030 qui se veut ambitieuse et dont les objectifs s'articulent autour du développement durable et de la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C, les Parlementaires d'Afrique Centrale invitent la Communauté internationale à soutenir les Pays d'Afrique Centrale dans la mise en place et le réajustement des cadres stratégiques, juridiques et opérationnels sur la biodiversité.



Cet agenda serait réalisé en s'appuyant sur le principe de solidarité et d'équité tel que mentionné dans l'Accord de Paris sur le climat. Les pays de la Sous-région apprécient de ce fait l'engagement solennel pris par l'Union Européenne, dans le cadre du discours sur l'état de l'Union prononcé le 15 septembre 2021 par la Présidente de la Commission, de doubler les financements extérieurs pour la biodiversité, prioritairement en faveur des pays vulnérables. De manière particulière, les Parlementaires appellent les Partenaires techniques et financiers à

renforcer leur soutien aux initiatives et programmes de gestion concertée conduites par les pays de l'Afrique Centrale en matière de biodiversité, de valorisation et de partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, de gestion des conflits homme-faune, de transhumance transfrontalière et de sécurisation des aires protégées. Ils ont par ailleurs encouragé les délégations à la Conférence à sensibiliser leurs gouvernements respectifs sur la position adoptée relativement à la CoP15CBD.

sur la Diversité Biologique (CDB)



Le Cadre Mondial dit de Kunming-Montréal pour la biodiversité, adopté à l'issue des travaux a retenu la position des Parlementaires d'Afrique Centrale. Qualifié d'historique, il ambitionne de renforcer la préservation de la nature, de freiner et de renverser la tendance à la perte rapide de la biodiversité, afin de placer les milieux naturels sur la voie du rétablissement d'ici 2050. Cet agenda sera soutenu dans sa mise en œuvre par les décisions pertinentes adoptées par la Conférence des Parties, siégeant en tant que réunion des Parties aux Protocoles, en particulier, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le plan d'action pour le renforcement des capacités du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

Max Cyrille MINFE'E MVOM

United Nations Conference on Biological Diversity (CBD)

Central African Parliamentarians give voice to reverse the rapid erosion of global biodiversity

It is therefore a consolidated position of the Parliamentarians of the sub-region that was put forward in Quebec City in connection with the CBD. In order to address the issue of biodiversity loss and to guide global action by 2030, which is intended to be ambitious and whose objectives revolve around sustainable development and limiting global warming to 1.5°C, parliamentarians of Central Africa invite the international community to support the countries of Central Africa in the establishment and readjustment of strategic, legal and operational frameworks on biodiversity.

Conferencia de las Naciones Unidas sobre la Diversidad Biológica (CDB)

Los parlamentarios de África Cen- tral dan voz para revertir la rápida erosión de la diversidad mundial

Por lo tanto, es una posición consolidada de los Parlamentarios de la subregión que ha sido declinado en Quebec en relación con la CDB. Para dar un giro a la cuestión de la pérdida de la biodiversidad y guiar la acción mundial de cara a 2030, que pretende ser ambiciosa y cuyos objetivos se articulan en torno al desarrollo sostenible y la limitación del calentamiento global a 1,5 ° C, los parlamentarios de África Central invitan a la Comunidad Internacional a apoyar a los países de África Central en la implementación y reajuste de los marcos estratégicos, legales y operativos sobre la biodiversidad.

Audit des comptes du REPAR-AC

Un niveau d'appropriation du manuel de procédure financier appréciable !

Cette conclusion est celle du Commissaire aux Comptes du REPAR-AC au terme de l'examen des comptes qui s'est déroulé du 14 au 18 Janvier 2023 à Yaoundé.



L'Honorable Commissaire aux Comptes du REPAR-AC a procédé du 14 au 18 Janvier 2023 à Yaoundé à l'examen des comptes pour l'exercice 2021. La séance de travail y relative s'est déroulée à l'hôtel des Députés. Les travaux ont consisté à rechercher la présence d'anomalies dans les états financiers présentés, de justifier les montants, les informations qui y figurent et d'identifier les éventuelles faiblesses et autres dysfonctionnements du système.

Dans un environnement serein et agréable, les pièces comptables et financières présentées par le service compétent du REPAR-AC ont montré une certaine maturité dans leur tenue. D'où la facilité de leur traitement.

Il est à souligner que depuis l'instauration d'un manuel de procédure administrative, financier et comptable au REPAR-AC, le Coordonnateur Régional fonde beaucoup d'espoir sur le respect des standards internationaux en matière de comptabilité. De par son savoir-faire, l'Honorable NDINGA MAKANDA a su amener le service financier et comptable du REPAR à assimiler cet instrument indispensable de pilotage. Face aux résultats de l'examen de la tenue des comptes, le Commissaire aux Comptes et le Coordonnateur Régional se sont félicités de la réussite de l'implémentation du manuel au REPAR. Le Secrétariat Technique Permanent a été exhorté à poursuivre cet effort de conformité en usant du manuel de procédure.

A l'issue de sa mission, l'Honorable NDINGA MAKANDA a toutefois formulé quelques recommandations au service financier et comptable du REPAR pour affiner la présentation des documents. Avant de raccompagner son hôte en partance pour Brazzaville, le Coordonnateur Régional n'a pas manqué de le féliciter pour sa désignation à la prestigieuse fonction de Président du Groupe Parlementaire de la majorité Présidentielle à l'Assemblée Nationale du Congo.

Patrick EVINA

**Audit of REPAR-AC's accounts
An appreciable level
of appropriation of the financial
procedure manual!**

Faced with the results of the audit of the accounts, the External Auditor and the Regional Coordinator were pleased with the successful implementation of the manual at REPAR. The Permanent Technical Secretariat was urged to continue this compliance effort by using the procedure manual.



**Auditoría de las cuentas de la
REPAR - AC :**

**Un nivel apreciable de apropiación
del manual de procedimientos
financieros!**

Habida cuenta de los resultados del examen de la contabilidad, el Auditor y el Coordinador Regional acogieron con beneplácito la aplicación con éxito del manual en la REPAR. La Secretaría Técnica Permanente ha sido instada a continuar este esfuerzo de cumplimiento utilizando el manual de procedimientos

Plan de Trabajo Anual 2023

El primer borrador de las hojas de ruta de la REPAR-AC y de la REPAR-Camerún elaboradas!

Comprometida con la gestión por objetivos desde 2020, la Secretaría Técnica Permanente se reúne con el Coordinador Regional de la Red al comienzo de cada año para hacer un balance de las actividades del año pasado y el camino a seguir en 2023. Los trabajos se llevaron a cabo los días 25 y 27 de enero de 2023 en el Palacio de Congresos de Yaundé.

Inspirado en el pensamiento de Jean-Pierre Davidts de que « una planificación sólida es el secreto del éxito », el Coordinador Regional de la REPAR optó hace tres años por la gestión moderna de las organizaciones. La evaluación de la Secretaría Técnica Permanente se basa en los resultados. La implementación de esta política conlleva un buen rendimiento.

Por lo tanto, este año 2023, el personal no ha dejado de lado la norma ya establecida, la de evaluar la aplicación del plan de trabajo del año anterior y planificar las actividades del nuevo año.

Después de haber examinado todas las actividades

del año 2022, el informe de seguimiento y evaluación revela un mejor despliegue de la Red y resultados aún más satisfactorios, más allá de las arideces del contexto. Para este desempeño, el Honorable Jean-Jacques ZAM felicitó y animó al personal, al tiempo que les invitó a redoblar esfuerzos para obtener mejores resultados.

Para el año 2022, le REPAR-AC había inscrito en su PTA, 89 actividades para una tasa de realización global del 38,62% y una tasa de eficacia del orden del 26%. Un poco menos para la REPAR Camerún (65 actividades inscrito en 2022), para una tasa de realización del 54,66% y eficacia del 32,13%.

Alineado con las orientaciones técnicas de planificación, los planes de acción han sido presentados por cada servicio. El primer borrador del PTA 2023 elaborado será refinado en las próximas reuniones.

Entre los puntos principales de esta reunión, figuró la presentación del tema del año 2023: « Acción parlamentaria y aplicación del Marco después 2020 sobre la biodiversidad en África Central. ». La eficiencia de las actividades de este PTA se conocerá durante su evaluación intermedia al final del primer semestre.

Laurent Claude ELLI





Following the adoption of position papers on the framework of international negotiations on biodiversity in 2019 and 2021, the focus is now on supporting related public policies in the Sub-Region.

It is the logical step to move into the practical phase, after the one dedicated to the adoption of position papers for international negotiations on biodiversity in 2019 and 2021. This second phase consists of preparing parliamentarians to accompany the definition and implementation of public policies in the Sub-Region. The aim being to encourage State parties and other stakeholders to collaborate in achieving the objectives of the international agenda on biological diversity.

The theme chosen by REPAR for the year 2023: "Implementation of the post 2020 Global Framework on Biodiversity in Central Africa, a priority of REPAR for the year 2023" constitutes the guiding thread that should inspire the actions of member Parliaments. Governments are called upon to take concrete national measures to meet their commitments both at the level of the Central African sub-region and within each State. Parliamentarians play a decisive role in this. They should therefore first take ownership of the mechanisms and modalities for implementing the New Global Agreement on Biodiversity in order to create a real monitoring framework.

This project is not the first experience of the Regional Coordination of REPAR. Projects like ABS, One Health, transhumance and transboundary cooperation at the heart of biodiversity conservation and development policies have already seen their roadmaps adopted.

It is no coincidence that the theme of the year 2023 in line with the central theme of the 3rd International Conference of Parliamentarians on the Sustainable Management of Central African Ecosystems: "Parliamentary action in the face of emerging environmental challenges in the sub-region" integrates the concerns of the processes mentioned above. Biodiversity conservation and development were largely taken into account. Reflections were initiated aimed at defining the most effective ways of implementing the new Global Biodiversity Framework, in accordance with the concerns of the Sub-Region.

The New Agreement was adopted by 196 signatory countries of the United Nations Framework Convention on Biological Diversity, meeting from 7 to 19 December 2022 in Montreal within the framework of the 15th edition of the Conference of the States Parties to this Convention (COP15). The objective was to stop the rapid erosion of animal and plant species. Described as historic, the new Global Framework for Biodiversity, which covers the period 2020 - 2030, is a political agreement backed by quantified objectives and a framework for monitoring results.

Siddik NJOYA

Theme for the year 2023

REPAR focuses on strengthening the critical mass of parliamentarians for an effective implementation of the new 2020 Global Framework for Biodiversity

Thème de l'année 2023

Le REPAR met l'accent sur le renforcement de la masse critique des Parlementaires pour la mise en œuvre efficace du nouveau Cadre Mondial 2020 pour la Biodiversité

Le thème choisi par le REPAR pour l'année 2023 : "Mise en œuvre du Cadre Mondial post 2020 sur la Biodiversité en Afrique Centrale, une priorité du REPAR pour l'année 2023" constitue le fil conducteur devant inspirer les actions des Parlements membres. Les Gouvernements sont appelés à prendre des mesures nationales concrètes pour respecter leurs engagements aussi bien au niveau de la Sous-région Afrique Centrale que dans l'ordre interne de chaque Etat. Les Parlementaires y jouent un rôle déterminant. Ils devraient donc préalablement s'approprier les mécanismes et modalités de mise en œuvre du Nouvel Accord Mondial sur la Biodiversité pour créer un véritable cadre de suivi.

Tema del año 2023 :

La REPAR hace hincapié en el fortalecimiento de la masa crítica de parlamentarios para la implementación efectiva del nuevo marco global para la biodiversidad 2020

El tema elegido por la REPAR para el año 2023: "Implementación del Marco Mundial Post-2020 sobre la biodiversidad en África Central, una prioridad de la REPAR para el año 2023" constituye el hilo conductor que debe inspirar las acciones de los Paramentos miembros. Los Gobiernos están llamando a tomar medidas nacionales concretas para respetar sus compromisos tanto en el nivel de la subregión África Central como en el orden interno de cada Estado. Los parlamentarios desempeñan un papel determinante. Deberían pues, apropiarse previamente de los mecanismos y modalidades de aplicación del Nuevo Acuerdo Mundial sobre la Diversidad biológica para crear un verdadero marco de seguimiento. i.

Mission de consolidation des Comptes du REPAR- AC

L'exercice 2022 passé en revue !

C'est en application des dispositions des statuts et des résolutions de l'Assemblée Générale du REPAR-AC, que le Trésorier Général a procédé, du 25 au 27 Janvier 2023, à l'audit de la gestion comptable du Réseau.

Pour la onzième fois consécutive, le Trésorier Général a séjourné à Yaoundé pour s'assurer de la rectitude de la gestion comptable du REPAR-AC. Comme lors des précédentes missions, les comptes du Réseau ont été passés au peigne fin. L'Honorable ADELI EDJI Tarsoui a en effet visité du 25 au 27 Janvier 2023, la gestion financière de l'exercice 2022, jusqu'au 31 Décembre de ladite année.

En fin limier de la finance publique, le Trésorier Général a examiné pièce par pièce, les documents comptables qui lui ont été présentés par les services financiers du REPAR. L'auditeur a dû encore une fois conclure à la bonne tenue de la comptabilité pour l'exercice budgétaire concerné. L'Honorable ADELI EDJI Tarsoui, a de ce fait tenu

à féliciter toutes les mains qui travaillent au quotidien à rendre efficace et orthodoxe la gestion financière du Réseau.

Le Trésorier Général a tout de même regretté que certains Parlements membres du REPAR soient toujours en retard de paiement de leurs contributions

statutaires. C'est une situation qui à son avis ralentit considérablement le fonctionnement du Réseau dans le cadre de la mise en œuvre de son plan action. Sur cet aspect, le Trésorier Général a recommandé à la Coordination Régionale d'inscrire cette question d'arriérés de cotisations à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Bureau, lequel pourrait élaborer de nouvelles stratégies de recouvrement. A l'endroit du personnel du Secrétariat Technique Permanent, il a réitéré la nécessité de continuer à s'approprier le manuel de procédures du REPAR- AC, pour maintenir la dynamique impulsée par le Coordonnateur Régional, l'honorable Jean-Jacques ZAM.

Nicole ADOUBE



Consolidation mission of the repar-ac accounts The year 2022 reviewed !

The Treasurer General recommended to the Regional Coordination to put the issue of dues arrears on the agenda of the next Bureau meeting, which could develop new collection strategies. To the staff of the Permanent Technical Secretariat, he reiterated the need to continue to appropriate the REPAR- AC procedures manual in order to maintain the dynamics impelled by the Regional Coordinator, Honourable Jean-Jacques ZAM.

Mision de consolidacion de las cuentas de la REPAR-AC

El año 2022 se revisa !

El Tesorero General recomendó a la Coordinación Regional incluir este tema de atrasos de cotizaciones en el orden del día de la próxima reunión de la Mesa, que podría elaborar nuevas estrategias de cobro. Para el personal de la Secretaria Técnica Permanente, se reiteró la necesidad de continuar apropiándose del manual de procedimientos de la REPAR AC, para mantener el impulso impulsado por el Coordinador Regional el Honorable Jean-Jacques ZAM.



Partenariat

Une contribution significative du REPAR à la réussite du Programme « Gestion Durable des Forêts dans le Bassin du Congo »



Exécuté par **giz** Entwicklungszusammenarbeit für Internationalisierung
Dessemerstraße 8 10123 Berlin

La GIZ et l'ensemble des parties prenantes au programme « Gestion durable des forêts du Bassin du Congo », se sont retrouvés le 10 Mars 2023 à l'hôtel Mont Féré de Yaoundé, pour évaluer les projets « Appui Régional à la COMIFAC » et « BSB YAMOUSSA ».

Les premiers résultats de l'évaluation des projets « Appui Régional à la COMIFAC » et « BSB YAMOUSSA » conduits en partenariat avec la GIZ ont été publiés le 10 Mars 2023 à Yaoundé. Ladite évaluation, effectuée au cours d'un atelier organisé à cet effet à l'hôtel Mont Féré, concernait le Programme « Gestion Durable des Forêts dans le Bassin du Congo », dans lequel le REPAR a significativement contribué à l'atteinte des objectifs.

Bien avant d'en arriver à cet atelier du 10 Mars 2023, l'équipe de la mission GIZ d'évaluation des projets « Appui Régional à la COMIFAC » et « BSB YAMOUSSA », s'est successivement déployée du 13 Février au 9 Mars 2023 au Cameroun et au Tchad, en virtuelle et sur le terrain, en vue de rencontrer individuellement les parties prenantes.

Pour le REPAR-AC, le cabinet de l'Honorable Jean-Jacques ZAM a servi de cadre à la rencontre. Il était question de procéder à une analyse des projets selon les critères de l'Organisation de coopération et de développement économiques (pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité et cohérence), critères destinés à favoriser l'apprentissage, à renforcer le sens de la redevabilité et à fournir des informations pertinentes pour la prise de décisions en lien avec l'implémentation de ces projets.

En 2019, le REPAR a pris part en tant qu'observateur aux concertations sur la mise en œuvre des initiatives pilotes dédiées aux populations autochtones et

locales d'Afrique centrale. Ces initiatives qui bénéficiaient des appuis de la GIZ, seront par la suite implémentées au niveau national et/ou local, pour approfondir les expériences de mise en œuvre et générer des bonnes pratiques pour la Sous-région.

Fort de ces expériences, le REPAR prendra part à l'initiative pilote d'Appui à l'élaboration d'une démarche consensuelle en matière de CLIP (consentement libre, informé et préalable) dans les aires protégées de l'espace COMIFAC. Au nombre de celles-ci figurent notamment la Tri national de la Sangha (TNS), le Complexe binational Sena oua - Bouba Ndjida (BSB Yamoussa), le Parc national de Lomami (PNL). Le Réseau a également participé à la capitalisation des expériences d'implication des PACL dans la gestion des forêts communales et communautaires de Moloundou et Dzen au Cameroun. Les plans opérationnels et les dispositifs de mise en œuvre desdites initiatives ont été validés au cours d'ateliers y relatifs organisés en 2019.

Ce résultat largement positif n'a toutefois pas occulté la formulation des attentes. Pour faire avancer la prise en compte des droits des PACL dans la gestion durable des forêts par exemple, le REPAR et la GIZ préconisent l'organisation de dialogues entre les Parlements et les Gouvernements, visant à définir et à implémenter des normes politiques et législatives garantissant des intérêts desdites populations. Ce serait un critère d'appréciation des efforts des pays dans la promotion des droits des PACL et la transposition des instruments internationaux et régionaux à l'instar de la Convention 169 de l'OIT. Le REPAR dans ce sillage, a aussitôt retenu cette activité des Initiatives Pilotes d'appui de la GIZ en faveur des populations autochtones et locales d'Afrique centrale, dans son plan de travail pour les années à venir.

Siddik NJOYA

Partnership

A significant contribution of REPAR to the success of the "Sustainable Forest Management in the Congo Basin" programme

The first results of this evaluation were published on March 10, 2023... Among other things, it shows that in order to advance the consideration of PACL rights in sustainable forest management, for example, REPAR and GIZ recommend the organisation of dialogues between Parliaments and Governments, aiming at defining and implementing political and legislative norms that guarantee the interests of the said populations. This would be a criterion for assessing countries' efforts to promote the rights of LFAs and to transpose international and regional instruments such as ILO Convention 169.

Asociación

Una contribución significativa de la REPAR al éxito del programa « Gestión Sostenible de los bosques en la Cuenca del Congo »

Los primeros resultados de esta evaluación se publicaron el 10 de marzo de 2023... se deduce, entre otras cosas, en términos de perspectivas que para avanzar la integración de los derechos de los pueblos indígenas y las comunidades locales en la gestión sostenible de los bosques, por ejemplo, la REPAR y la GIZ abogan por la organización de diálogos entre Parliamentos y Gobiernos, con el fin de definir e implementar normas políticas y legislativas que garanticen los intereses de dichas poblaciones. Sería un criterio de apreciación de los esfuerzos de los países en la promoción de los derechos de las PACL y la transposición de los instrumentos internacionales y regionales como el Convenio 169 de la OIT.

COP27 UNFCCC World Leaders Summit 2022 : the highs and lows.



The answer present by global leaders at COP 27, the United Nation's annual conference on climate change in SHARM-EL-SHEIKH, EGYPT, from the 6th to the 18th of November 2022, was prove that these world leaders desire to put an end to climate change. Under the slogan ; « together for implementation », world leaders from Africa, Asia, Europe and America demonstrated how they are strengthening efforts in addressing climate change. There was great expectation of high results from millions of people across the world, including governments, Civil Society Organisations, women, children and youths, looking and hoping for a healthier environment for development and for the livelihood of future generations.

During this conference, there was an event called the Facilitative Sharing of Views (FSV) which led to countries showcasing their achievements in attaining carbon neutrality according to the International Consultation and Analysis (ICA) process. This process designed for non Annex I Parties (mostly developing countries and/or countries with emerging economies) is critical in enhancing transparency in the reporting of greenhouse gas emissions, emissions reduction actions, as well as support needed and received. Emission reduction efforts focus mainly on the energy, transport, forest, agriculture and waste sectors, predominantly showing a continuous push to increase renewables and decarbonize energy production. In this event, emphasis was laid on the fact that transparency is imperative for building trust among countries and monitoring progress

towards achieving the Paris Agreement goal of limiting global average temperature rise to 1.5°C above pre-industrial levels. Countries such as Liberia, Uzbekistan, Jordan, Morocco, Armenia, Ghana, North Macedonia, Paraguay Viet Nam and Andorra showcased their achievements in attaining carbon neutrality, through the adoption of ambitious innovative strategies, regulations and policies, as well as rolling out projects that aim to reduce greenhouse gas emissions in the energy, transport, waste and agricultural sectors as elaborated in the ICA. These included efforts to reduce emissions produced from domestic mobility by promoting the use of public transport and bicycles, transitioning to the use of electric vehicles to achieve carbon neutrality. In the agriculture sector, measures showcased included applying good practices in annual crop production, enhancing water management in rice cultivation and improving livestock management. Wind and solar power projects and initiatives to prevent deforestation and forest degradations were also presented at this event.

The FSV process therefore serves as a foundation for the Enhanced Transparency Framework (ETF) under the Paris Agreement. Under the ETF, developing countries will report information necessary to track progress in implementing their national climate action plans under the Paris Agreement, known as the Nationally Determined Contributions (NDCs).

NDIFONGWA NGUMSI SUH



Conférence Internationale du REPAR Afrique Centrale Libreville du 27 au 28 février 2023

La contribution significative des Parlements d'Afrique Centrale à la diplomatie environnementale

Les lampions se sont éteints le 28 février dernier à Libreville après deux jours de travaux. Les conclusions de cette rencontre au sommet placée sous le Très Haut Patronage de S.E.M. Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise, Chef de l'Etat et qui a enregistré la présence des Présidents de Chambres des Parlements d'Afrique Centrale, satisfont largement l'ensemble des participants.

Face à la montée des problématiques émergentes dans la Sous-Région et des nouveaux enjeux autour de celles-ci, le Réseau des Parlementaires pour la Gestion Durable des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale (REPAR-AC) a organisé du 27 au 28 février 2023 avec le Parlement Gabonais, la 3ème Conférence Internationale des Parlementaires sur la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale sous le thème central « l'action Parlementaire face aux défis environnementaux émergents de la Sous-Région ».

L'une des principales activités phares du REPAR est l'organisation des conférences internationales dans chaque pays membre. A travers cette démarche, l'association depuis sa création en 2001, accroît la masse critique des parlementaires de la Sous-Région Afrique Centrale en faveur de la conservation de l'environnement et à la gestion durable et bénéfique des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale. C'est également l'occasion de se fixer un nouveau cap pour s'adapter aux enjeux du temps et répondre aux défis y afférents.

La première Conférence Internationale du REPAR tenue en 2006 du 24 au 26 Octobre à Yaoundé, a eu pour thème central : « la commission des forêts d'Afrique Centrale et les Parlements : bonne gouvernance et lutte contre la pauvreté » et les débats ont tourné autour des problématiques majeures à l'instar de l'harmonisation des politiques environnementales, des lois forestières, de gestion durable des aires protégées transfrontalières et de

l'élaboration des stratégies de suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques sous régionales en matière de biodiversité.

Lors de la deuxième Conférence qui a eu lieu du 2 au 4 Novembre 2009 à Bata, à la veille de la 9ème Conférence des Etats Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques à Copenhague, sous le thème « les ressources naturelles renouvelables et le développement humain; des opportunités contrastées des changements climatiques dans le Bassin du Congo », les Parlementaires se sont alignés sur les acquis de la 1ère conférence.

La troisième Conférence Internationale du REPAR qui vient de se tenir du 27 au 28 Février 2023 à Libreville, sous le thème central « l'action Parlementaire face aux défis environnementaux émergents de la Sous-Région » quant à elle, est organisée dans un triple contexte.

Tout d'abord, c'est au lendemain des Cop 26 de Glasgow et 27 de Sharm-el-Cheikh sur le climat et des Cop 15 et 16 de la convention sur la diversité biologique. Si les préoccupations des deux premières ont porté sur les questions de financement de la lutte contre les effets corrosifs des changements climatiques dans les pays vulnérables, les deux dernières par contre ont permis aux négociations d'aboutir à l'adoption du nouveau cadre mondial de la biodiversité. En raison des services écologiques et climatiques rendus par les forêts d'Afrique Centrale à la communauté internationale, la Sous-Région est

en passe d'être classée patrimoine commun de l'humanité. Toute chose qui met sur la table, la question de la juste compensation de cette classification internationale en faveur des pays concernés.

Par la suite, elle se tient pendant que la Commission de la CEEAC se déploie pour faire aboutir le processus de sa réforme institutionnelle tel que prescrit par son traité révisé et adopté en 2019 à Libreville. Commission qui attendait de cette Conférence, la formulation des recommandations et orientations qui puisse contribuer à la construction du Parlement Communautaire.

Et enfin, au moment où la COMIFAC a grand besoin des Parlementaires pour la mobilisation des financements durables locaux en sa faveur ; « j'en interpelle à votre auguste assemblée, la nécessité de rappeler en tant que de besoin, lors des différentes sessions de programmation budgétaire de vos pays respectifs l'intégration des contributions égalitaires telle qu'adoptée par le conseil des Ministres de la COMIFAC depuis 2015 qui souffrent de mise en œuvre effective à date. », dicit Dr Hervé Martial MAIDOU, Secrétaire Exécutif de la COMIFAC.

La 3ème Conférence Internationale du REPAR s'offre donc comme cette plateforme supplémentaire de la diplomatie environnementale portée par les Parlementaires de la Sous-Région et une tribune d'expression de leur position sur les défis actuels en Afrique Centrale. Lire le dossier de la rédaction !

Armand Patrice EDJONGOLO

Regional Coordination bureau meeting of REPAR-AC

The statutory framework for evaluating the activities of the Regional Coordination, the 3rd International Conference of REPAR was the favourable circumstance for this meeting to be held.



On February 26, 2023, a day before the opening ceremony of the 3rd International Conference of REPAR, the Bureau of the Regional Coordination of REPAR-AC met in Libreville for its first annual session. It was attended by members from Cameroon, Congo, Gabon, the Democratic Republic of Congo and Chad. The meeting took place at the National Assembly of the Gabonese Republic under the effective presidency of the Regional Coordinator of REPAR-AC, Hon. Jean-Jacques ZAM. The agenda focused mainly on the examination of the draft agenda of the closed-door meeting of the Presidents of the Parliamentary Chambers scheduled for 28 February 2023, resolutions to be submitted for their signature and the Libreville Declaration.

After examining the substance and form of the various drafts, the members agreed to present the declaration in two parts; REPAR-AC first and then RAPAC SAN, the conference being extended to that of the Presidents of the Parliamentary Alliances Network for Food and Nutritional Security. For the closed session agenda, they made some amendments. As for the resolutions, they were presented and validated with no modifications. They include resolutions giving mandate to REPAR to support Central African Parliaments on forest-environment issues, putting in place of National Coordinations and reinforcement of the contribution of Parliaments, and finally attributing the organisation of the Fourth International Conference of Parliamentarians to the Democratic Republic of Congo.

The meeting ended with the presentation of the activities of REPAR-AC carried out from June 2021 to December 2022 and what emerged from this presentation was that REPAR has been resilient in the face of factors limiting its action.

Marie Odile NKOUE

Cérémonie de Planting des arbres

Un acte symbolique, mais très significatif !

Les cérémonies se sont déroulées sur trois sites et ont été très courues.

Comme l'indiquait l'agenda de la conférence, la cérémonie de planting symbolique des arbres s'est déroulée sur les sites de l'Assemblée Nationale, du Sénat et de l'Hôtel de ville de la Marie de Libreville. Les jardins de ces lieux hautement évocateurs ont accueilli un très grand nombre de personnalités venues témoigner leur attachement à ce paradigme de reboisement et de lutte contre l'avancée du désert porté par les parlementaires d'Afrique Centrale.

Aux côtés des Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat du Gabon et de leurs pairs de la Sous-Région venus rehausser de leur présence, les assises de la 3^{ème} Conférence Internationale du REPAR à Libreville, les participants ont arpenté les jardins de ces différents sites pour donner l'impulsion d'une action qui devra désormais être inscrite dans les politiques publiques des pays membres de la commission de la CEEAC.

Pour apporter le sceau du Gouvernement gabonais, le Ministre des Forêts Lee White s'est joint aux participants. Le geste de planting a été exécuté autant de fois que de participants présents signe d'un engouement partagé. Les essences ont été savamment choisies et offertes par l'Agence Nationale des Parcs Nationaux du Gabon, grand spécialiste de la question. Suivant les indications des personnels déployés sur site, les participants se sont

laissés guider dans le rituel. Sans doute que cela aura suscité des passions au sein de toute cette foule dans laquelle les hommes et les femmes de médias ont pris une part active. Qu'ils soient des grands groupes internationaux, de la Sous-Région ou du Gabon, tous se sont prêtés au jeu pour porter la revalorisation des essences en voie de disparition et joindre leur voix pour soutenir les actions liées à la protection de l'environnement.

Le message est passé et même très bien passé. La lutte contre la désertification passe d'abord par le planting des arbres. Sur ce volet, le REPAR est passé maître. Depuis plus d'une décennie, les membres du REPAR ont lancé le projet « Cœur vert, avenir rose ». Ce projet vise à réhabiliter les espaces dégradés. L'une des réalisations les plus remarquables de cette vision se trouve à N'Djamena au Tchad. Plus de 04 hectares de surface ont été reboisés par le REPAR et font le bonheur des populations de la ville. Plusieurs projets de développement y sont projetés. Le REPAR Cameroun s'est également projeté dans cette ambition à travers de nombreuses initiatives dans le pays. La perche est tendue, à tous de s'y mettre à fond pour gagner le combat de la restauration de l'environnement et de la réduction des Gaz à Effets de Serre à 1,5°C. chaque petit geste de planting d'un arbre comptera désormais.

Nina ELLA MEYE





Cérémonie

Co-présidee par les Présidents des deux Chambres du Parlement Gabonais, l'honneur est revenu à S.E. le Très Honorable Faustin BOUKOUBI, de présider la cérémonie d'ouverture de la 3ème Conférence Internationale du REPAR le 27 Février 2023. L'hémicycle de l'Assemblée Nationale a servi de cadre à cette cérémonie. Dans un timing réglé à la seconde, les orateurs se sont succédés au pupitre devant un important parterre d'invités composé des Présidents de Chambres, des Parlementaires de la sous-région Afrique Centrale membres du REPAR, des Parlementaires Gabonais, des Parlementaires étrangers (Afrique, Amérique, Asie, Europe), des représentants des administrations techniques du pays hôte, des partenaires au développement, des organisations de la société civile, les organismes de recherche, les experts du domaine de l'environnement

et de gouvernance forestière, le Secrétariat Technique du REPAR-AC et les médias.

Après avoir suivi le mot de bienvenue de Christine MBA NTUTUM, Maire de la commune de Libreville et du Président du comité d'organisation, l'Honorable Martin MABALA pour qui, la présence à Libreville à l'occasion de cette 3ème Conférence Internationale du REPAR d'un si grand nombre de participants, témoigne incontestablement de la bonne santé et de la vitalité des relations séculaires qui lient les différents Parlements des pays de la CEEAC et ceux des autres pays. Les participants à la cérémonie ont successivement écouté avec une oreille attentive, les discours du Coordonnateur Régionale du REPAR, l'Honorable Jean-Jacques ZAM, du représentant du président de la commission de la CEEAC S.E Dr

Honoré TABUNA et des Présidents de Chambres de l'Angola, du Cameroun, du Congo et de Guinée Equatoriale venus rehausser de leur présence, les présentes assises. Toutes ces prises de paroles ont été unanimes sur l'importance de la tenue de la 3ème Conférence Internationale des Parlementaires sur la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale à l'heure où les problématiques environnementales émergentes se posent avec la plus grande urgence dans la sous-région Afrique Centrale. Cette cérémonie a également été la tribune par laquelle, les locuteurs ont reconnu le leadership qu'a toujours mené le Gabon dans ce domaine. Tous ont souhaité que ces travaux de Libreville positionnent un nouveau paradigme en matière de gestion durable des forêts et des ressources naturelles et marquent un tournant décisif à la diplomatie environnementale

Extraits des discours

Très Hon. Faustin MOUKOUBI
Président de l'Assemblée Nationale du Gabon

" Les peuples d'Afrique Centrale et du monde nous observent et espèrent voir un retour socio-économique rapide, en contrepartie de leurs nombreux sacrifices consentis pour la préservation de l'environnement, la conservation des écosystèmes forestiers et la quête d'un développement durable "



Christine MBA NTUTUM
Maire de la commune de Libreville



" Je voudrais vous exprimer, toute l'amitié et l'affection du peuple gabonais, ainsi que tous nos vifs remerciements, pour avoir répondu favorablement, aux invitations qui, vous ont été adressées par le Parlement Gabonais "



d'ouverture

des Parlementaires de la sous-région. En emboitant le pas de tous les locuteurs, S.E. le Très Honorable Faustin BOUKOUBI a appelé les uns et les autres à s'investir activement aux travaux et a déclaré ouvert, la 3ème Conférence Internationale du REPAR.



Un segment qui aura tout aussi marqué la cérémonie d'ouverture, c'est la projection d'un documentaire de 16 minutes sur le parcours du REPAR depuis sa création en 2001. L'histoire nous apprend à travers ce documentaire que le REPAR a toujours été en avant-garde des problématiques environnementales dans la sous-région Afrique Centrale. Cette 3ème Conférence Internationale des Parlementaires de Libreville n'étant qu'une des déclinaisons de son large éventail d'actions.

Armand Patrice EDJONGOLO

Opening ceremony

Everyone hoped that the Libreville meeting would set a new paradigm for the sustainable management of forests and natural resources and mark a decisive turning point in the environmental diplomacy of parliamentarians in the sub-region.

Ceremonia de apertura

Todos desearon que los trabajos de Libreville posicionen un nuevo paradigma en materia de gestión sostenible de los bosques y de los recursos naturales y marquen un giro decisivo en la diplomacia medioambiental de los parlamentarios de la subregión.

Hon. Martin MABALA

Coordonnateur National du REPAR-Gabon,
Président du Comité d'Organisation



" Par ma voix, les membres du REPAR-GABON remercient très chaleureusement les Chefs d'Etats et de Gouvernement, les Présidents de nos Parlements respectifs qui soutiennent sans réserve l'action du REPAR-AC, faisant de notre organisation, un allié de taille dans notre lutte commune contre la dégradation de l'environnement et la destruction de la biodiversité "

Hon. Jean-Jacques ZAM

Coordonnateur Régional du REPAR-AC



" En raison des services écologiques et climatiques rendus par les forêts d'Afrique Centrale à la communauté internationale, la Sous-région est en passe d'être classée patrimoine commun de l'humanité. Une question demeure cependant, celle de la juste compensation de cette classification internationale en faveur des pays concernés "

Extraits des discours

S.E. Honoré TABUNA,

Commissaire de la Commission de la CEEAC, Membre Commission Politique et Stratégique

“ Avec l’existence, d’ores et déjà, des réseaux des Parlementaires pour les Thématiques spécifiques du secteur de l’environnement et de gestion des ressources naturelles, notamment le REPAR, ... la Commission de la CEEAC reste convaincue que l’intégration de ces réseaux au Parlement Communautaire permettra à cette institution, non seulement de limiter son action au traitement des questions d’intérêt communautaire, mais également de disposer des qualités et compétences pour contribuer à la diplomatie environnementale sur l’échiquier continental et international ”

**Deputado Américo António CUONONCA,**1^{er} Vice-Présidente da Assembleia Nacional da República de Angola

“ Assim sendo, torna-se imprescindível a criação de programas de educação ambiental nas escolas e através de meios de comunicação social, envolvendo líderes comunitários, sobretudo as autoridades tradicionais, como forma de gestão participativa dos ecossistemas das florestas ”

**Dr EPAINETE DJANGRANG SENDE**5^{ème} Vice-Président du Conseil National de Transition du Tchad

“ Par rapport à cette problématique d’eau douce pour les populations, le bétail et pour le reboisement de la partie désertique du pays, je voudrais demander au REPAR Afrique Centrale, compte tenu de son expérience et ses bonnes pratiques, d’aider le parlement du Tchad à faire des plaidoyers auprès des parlements de la Libye, du Soudan et de l’Égypte en vue de mettre en place une structure parlementaire, de type Commission Parlementaire de Grés de Nubie qui contribuera à la gestion durable et saine de cette Grande nappe transfrontalière. Cette solution pour l’eau renforcera la capacité de résilience des populations aux changements climatiques ”

**S.E. Hon. Gaudencio MOHABA MESSU**

Président de la Chambre des Députés de Guinée Equatoriale



“ La République de Guinée équatoriale vit comme tous les autres pays voisins de notre sous-région, sous les menaces relevant des vulnérabilités auxquelles nous exposent les situations de catastrophes naturelles. Pour éviter de tels événements, notre Parlement travaille à l’adoption de politiques, de stratégies et de pratiques visant à éviter et à réduire les risques de catastrophes et/ou en atténuer les effets ”

Hon. Hilarion ETONG,1^{er} Vice-Président de l’Assemblée Nationale du Cameroun, Président du Parlement de la CEMAC

“ Le REPAR est donc à notre sens, une opportunité qu’il convient de capitaliser parce que dans une dynamique communautaire, le REPAR a permis à notre Parlement de se parler et d’échanger sur des questions dont l’intérêt n’est plus à démontrer ”

Exposición Una acción de visibilidad de la REPAR altamente aclamada!

Entre las articulaciones de la 3a Conferencia Internacional de la REPAR en Libreville que drenaron del mundo hermoso, figuraba la exposición. La Coordinación Regional de la REPAR abrió sus puertas al público para hacer descubrir su saber-hacer. Los visitantes podían elegir entre el stand situado en el Hall de la Asamblea Nacional de Gabón y el de la entrada del hemiciclo situado en el primer piso. Muy concurridos se propuso a los visitantes recorrer los 22 años de existencia de la organización. A título de

embocadura, el visitante debía impregnarse de todos los actos que fundamentan la acción de la REPAR.

Es después de este pasaje que permitía sumergirse en el universo de la institución, que la gran producción le estaba dispuesta. Cada visitante fue seguido por un guía vestido con los colores de REPAR cuya función era presentar las obras, y sobre todo, proporcionar los elementos de respuesta a cualquier área gris. Lo más destacado señalado unánimemente

por los visitantes siendo que la REPAR a pesar de las muchas tribulaciones conocidas en su viaje, se han mantenido resistente por la fuerte convicción y compromiso de sus miembros. Su participación en la mejora de la gobernanza forestal y ambiental ya no está en duda en la subregión.

Antes de salir del stand, una pequeña sorpresa esperaba al visitante. La REPAR ofrecía artilugios cir-

cunstanciales y vestía a sus comensales. Es una operación que tiene como objetivo dar a conocer la organización si no, para acercarla más a las poblaciones. La importante producción de los soportes de comunicación de REPAR en esta 3ra Conferencia Internacional, ha cubierto toda la demanda e incluso ha ido más allá de las expectativas. Visitantes como expositores tuvieron el placer de compartir estos momentos de escucha. Las estrellas de esta exposición permanecerán inexorablemente las actas de las dos primeras ediciones de la Conferencia Internacional sobre la gestión Sostenible de los Ecosistemas Forestales de África Central celebradas en Yaundé en 2006 y Bata en 2009, y REPAR News, revista de información de la Red.

En la panoplia de documentos propuestos a los visitantes, figuraban también las producciones de la REPAR Camerún. Otra realidad y no menos apreciada, por los visitantes, es la calidad en alta resolución de los soportes expuestos, la destreza en el tratamiento de la información y el dominio de los temas por parte de los expositores.

Vérica ABEM

Visibility A highly praised action of visibility of REPAR!

Very well attended, it was proposed to the visitors to go through the 22 years of existence of the organisation.

Enjeux et contours fixés par le Comité Scientifique et Politique

Pendant plus de trois mois sous la conduite de son Président le Dr Honoré TABUNA, Commissaire à l'Environnement, Ressources naturelles, Agriculture et Développement Rural de la CEEAC, le Comité Scientifique et Politique a travaillé d'arrache-pied pour affiner la stratégie de la Troisième Conférence Internationale du REPAR.

Le challenge allait au-delà de la simple tenue de la Conférence. Il s'agissait davantage de s'assurer que la problématique centrale de cette troisième édition à savoir : « l'action parlementaire face aux défis environnementaux émergents de la sous-région » est convenablement reflétée. C'est ainsi qu'au gré des concertations, les expertises ont été mises à contributions pour affiner la note conceptuelle et l'agenda et identifier les personnes ressources devant animer les thématiques retenues pour les travaux dans les commissions parallèles. Au final, le Comité a réussi à fixer les enjeux de la Conférence. Elle devait ainsi servir de cadre pour évaluer la mise en œuvre du Plan de Convergence, aborder la question de la réforme institutionnelle de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et son attelage avec la gouvernance des ressources naturelles et la diplomatie environnementale; l'entrée en vigueur de la Décision de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) sur l'interdiction de l'exportation des grumes ; prendre position relativement aux négociations internationales sur la conservation de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques. Et puisque l'opportunité s'était désormais présentée, le Comité devait aussi définir les modalités d'un plaidoyer des Parlementaires du REPAR lors du One Forest Summit.

Au terme de la tenue de la Conférence, le Comité Scientifique et Politique peut marquer sa satisfaction. Pour les Parlementaires, la Conférence a été sur le plan technique

et thématique, d'un très haut niveau. C'est d'ailleurs ce qui a été réitéré au terme des travaux, le Président du Comité d'Organisation, l'Honorable Martin MABALA, le modérateur général des travaux Cléto NDIKUMAGENGE, les représentants des organisations régionales (CEEAC et COMIFAC) ainsi que Son Excellence la Présidente du Sénat Gabonais, Lucie MI-LEBOU-AUBISSON. Car finalement, les choix thématiques, le format de la Conférence et la qualité des experts, ont favorisé une abondante production d'idées et de propositions qui devront guider les actions futures.

Les travaux étant terminés, le Comité est déjà à pied d'œuvre pour la capitalisation à travers la production des Actes de la Conférence et la coordination scientifique des autres supports post-conférence. Ce sera la dernière étape d'un travail de fond sans lequel la Troisième Conférence Internationale des Parlementaires n'aurait pas été un succès.

Mathurin ESSAMA

Resto y contornos fijados por el Comité Científico y Político

las opciones temáticas, el formato de la Conferencia y la calidad de los expertos, han favorecido una abundante producción de ideas y propuestas que deberán guiar las acciones futuras.



A good harvest at the end of two days of intense reflection

Organised fourteen years after the Bata conference, the third International Conference of Parliamentarians kept the promise of flowers. It thus marks a decisive turning point in the commitment of parliamentarians of the sub-region to environmental and forest governance.



One might expect, opinions were divided. The third conference was well attended, thus meeting the challenge set by the Regional Coordination of REPAR and the Gabonese authorities. More than 350 participants, that is to say, Parliamentarians of the sub-region (Burundi, Cameroon, Congo, Gabon, Equatorial Guinea, Central African Republic, Democratic Republic of Congo, Rwanda, Sao Tome and Principe and Chad) led by the Heads of Chambers or their representatives, the Angolan Parliamentarians (Angola has manifested its intention to join COMIFAC. This justifies its current participation in meetings on these issues in the sub-region), officials from the host country's administrations, development partners, civil society actors, experts and a large number of media. It was above all a great moment for discussion and for strengthening parliamentary action on the eve of the "One Forest Summit" organised on the initiative of the Gabonese and French Heads of State.

The solemnity of the Conference was marked from the ceremonial opening presided over by His Excellency

Faustin MOUKOUBI, President of the Gabonese National Assembly. In front of an audience of high-ranking personalities and crowned heads of the sub-region, the speakers who followed one another to the perch of the Leon MBA Palace shared their views on the need for more sustained political action in the sub-region in terms of environment and forestry governance.

Subsequently, the inaugural lecture by Dr Honoré TABUNA, ECCAS Commissioner for the Environment, Natural Resources, Agriculture and Rural Development, and the special address by Prof. Lee White, Minister of Water, Forests, the Sea and the Environment, in charge of the Climate Plan and the Land Use Plan of Gabon, highlighted the need for the sub-region to change the paradigm of natural resource governance to give priority to economic profitability, the development of endogenous knowledge and know-how, and the strengthening of environmental diplomacy as a means of reinforcing the influence of the sub-region in international negotiations, particularly with regard to climate and biodiversity issues.

Extrait de la prise de parole

Pr Lee WHITE,

Ministre Gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan Climat et du Plan d'Affectation des Terres



"Aujourd'hui, quand on regarde les questions de changements climatiques, on sait que le monde est entrain de lancer une transition. On va abandonner le pétrole même le gaz et on va passer au solaire. Ça veut dire que pour les deux prochaines décennies, le Gabon va perdre 50% de son économie parce qu'il n'y aura plus de marché du pétrole"

Closing ceremony

The end of the 3rd International Conference of REPAR was presided by Honorable Lucie MILEBOU-AUBISSON, President of the Senate of GABON. In a brief but eagerly awaited ceremony, the speeches that followed each other at the perch gave the conclusions of the work. As planned during the closed session of the Presidents of Chambers a few hours before the closing ceremony, various reports were read out, notably the Libreville Declaration, the Resolutions and the Motion of gratitude to H.E. Ali BONGO ONDIMBA, President of the Gabonese Republic for the warm welcome, fraternal hospitality and the best working conditions enjoyed by all the participants in Gabonese soil. Before declaring the work of the 3rd Conference closed, the Venerable Lucie MILEBOU-AUBISSON was preceded by a speech by Dr Hervé Martial MAIDOU, Executive Secretary of

COMIFAC. COMIFAC has great hopes for the present and future deployment of REPAR. The President of the Gabonese Senate had a thought for all the "little hands" who worked hard day and night for the success of this Conference. For all the deliverables of this conference read by the different speakers, the President of the Senate expressed her full satisfaction and wished that they serve as a new leitmotiv to all the Parliamentarians of the Central African sub-region. With this appeal, the President of the Senate wished all the delegations a safe return to their respective countries and declared the 3rd International Conference of Parliamentarians for the Sustainable Management of Central African Forest Ecosystems closed. The 4th edition will be held in Kinshasa in 2026.

Armand Patrice EDJONGOLO

Following this guiding thread, parliamentarians followed the various technical presentations and invested in works of commissions on the six themes of the Conference: commitments in terms of biodiversity conservation and development; commitments on climate; the economic model for the development of natural resources in relation to the reform of ECCAS; the improvement of forestry governance; sub-regional cooperation and the Gabonese experience.

In order to focus the parliamentarians on the issues and challenges of the conference, five microfilms corresponding to the selected themes were shown during the plenary session. Each of the microfilms served as a launching pad for the exchanges in committee.

At the end of the Conference, Parliamentarians formulated strong recommendations in relation to the topics discussed. These were endorsed during the closed session of the Heads of Chambers and recorded in the Final Declaration of the Conference: (i) to continue to campaign at the international level for better recognition of the Congo Basin as the main lung of the biosphere; (ii) to encourage the entry into force of the Decision of 18 September 2020 banning the export of timber in the form of logs; (iii) to implement the post-2020 Global Framework on Biodiversity and to strengthen advocacy towards the countries of the North for the respect of financial commitments in the fight against

climate change; (iv) support initiatives aimed at securing and restoring Lake Chad and the landscapes of the sub-region in line with AFR100 commitments; (v) encourage the establishment of the Community Parliament by building on existing Inter-Parliamentary Networks, mainly REPAR.

For the Heads of Chambers, the Parliamentarians request a reinforcement and formalisation of support to the functioning of REPAR-AC and its National Sections and to entrust REPAR-AC with the mandate to interact on behalf of member Parliaments with all the actors in the field of sustainable management of forests and the environment for a better performance of parliamentary actions in this field. As far as Partners and other supporting actors are concerned, it is recommended to support the establishment of a regional programme for the development of parliamentary environmental diplomacy, followed by a second one on the development of environmental law and natural resources.

This was a good harvest at the end of two days of intense reflection. The concluding words of the various speakers at the closing ceremony say it all. The third conference thus marks a decisive turning point in the commitment of parliamentarians of the sub-region to environmental and forestry governance. This resounding echo of the Conference was reflected in the invitation of a REPAR delegation to the closing ceremony of the

One Forest Summit; a ceremony during which the Regional Coordinator of the Network presented to the Heads of State and high personalities, the concerns and requests of Parliamentarians as recorded in the Declaration.

After Libreville, eyes are already focused on the next actions to be carried out, notably the production and dissemination of the Conference proceedings and the follow-up of the recommendations. And especially on the Democratic Republic of Congo, which has taken the torch for the organisation of the fourth edition in Kinshasa in 2026.

Mathurin ESSAMA

Una buena cosecha después de dos días de intensas reflexiones

La tercera conferencia marca así un punto de inflexión decisivo en el compromiso de los parlamentarios de la subregión en materia de gobernanza medioambiental y forestal. Este eco resonante de la conferencia se tradujo en la invitación de una delegación de la REPAR a la ceremonia de clausura de "One Forest Summit"

Extracts from the speeches

Vénérable Lucie MILEBOU-AUBUSSON
President of the Senate

" Also, in the face of such a great challenge, our parliamentary organisations, encouraged by such meetings, constitute the most beautiful expression of our common will to positively influence our destiny "



Dr Hervé Martial MAIDOU
Executive Secretary of COMIFAC



" Today's meeting in Libreville is proof enough of the determination of REPAR to take up these challenges through all the programmed themes. This 3rd international conference will provide a certain amount of information which we hope will help parliamentarians to engage on the real issues of forest-environment notably in the sustainable management of forest ecosystems, but also for a strategic orientation within the framework of the contribution of REPAR to the achievement of the indicators of the convergence plan of COMIFAC and the stakes for the climate "

Occupation of accidental zones and frequency in environmental disasters in urban areas

Landslides and floods have been frequent in recent times in the major cities of Cameroon. These disasters (floods of Yagoua in Maroua (2022); Makepe, Bonamoussadi in Douala (2021); the landslides of Gauche in Bafoussam (2019) and Damase in Yaounde (2022)) have rendered hundreds of persons homeless and destroyed properties worth millions.



The fact that climate change most of time is highlighted as the main cause for such disasters has limited the exploration of other causes such as the growth of unplanned quarters especially in accidental zones of urban areas. In recent times the growth of unplanned quarters has been aggravated the persistence of existing socio-economic and political crisis in Cameroon (terrorist activities of Boko Haram in the northern regions and separatist in the NOSO) that push rural populations towards urban areas.

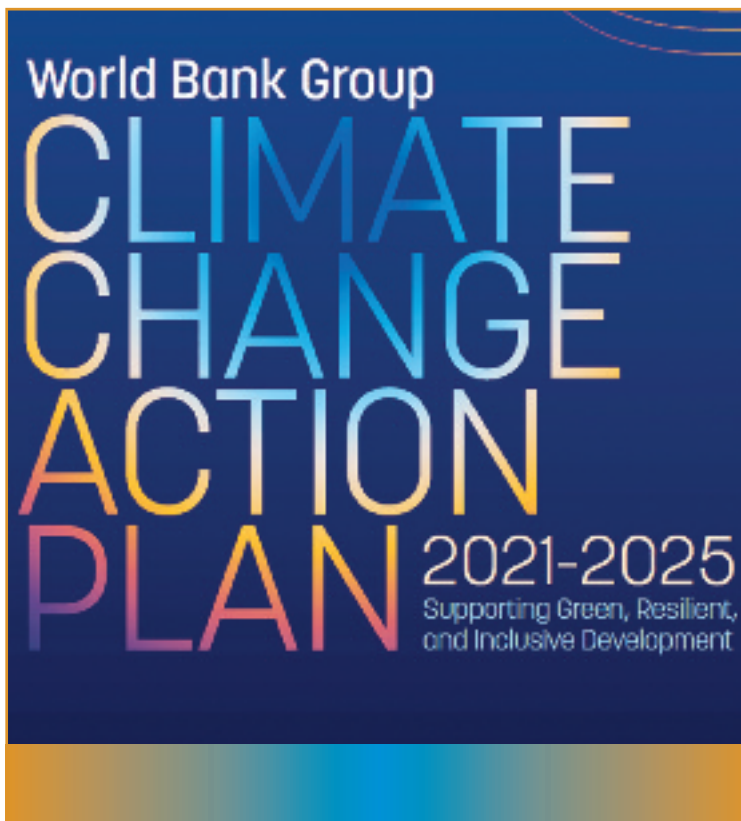
The limited resources of migrating populations have been one of the major reason their inability to install themselves in residential zones. Apart from this, the obsolete nature of the Cameroon

land law (ordonnance n° 74-1 de 1974) and its incompatibility with the realities of today is much to be blamed. As a result of these obstacles migrating populations have a tendency of installing themselves in risk areas in urban areas where environmental disasters are common.

Thus, apart from climate change (that is usually considered the major cause of environmental disasters) the frequency in environmental disaster especially in the cities of Cameroon can also be attributed to the obsolete nature of Cameroons land law and its incompatibility to the realities of today

Relative to this issue, Parliamentarians of REPAR CAMEROON have carried out several activities in favour of reforming Cameroons' actual land law. They have organised a series of seminars, special plenary sessions in parliament and interrogated the executive arm of government of land issues. Thus, the actions Parliamentarians in general and those of REPAR CAMEROON in particular represent a partial solution in limiting not only the installation of migrants in accidental zones of urban areas but would also limits the frequency of environmental disasters in Cameroon.

Voma R.



This Climate Change Action Plan 2021–2025 aims to advance the climate change aspects of the WBG’s Green, Resilient, and Inclusive Development (GRID) approach, which pursues poverty eradication and shared prosperity with a sustainability lens. In the Action Plan, the WBG will support countries and private sector clients especially those of central African sub region to maximize the impact of climate finance, aiming for measurable improvements in adaptation and resilience and measurable reductions in GHG emissions. The Action Plan also considers the vital importance of natural capital, biodiversity, and ecosystems services and will increase support for nature-based solutions, given their importance for both mitigation and adaptation. As part from effort to drive climate action, the WBG has a long-standing record of participating in key partnerships and high-level forums aimed at enhancing global efforts to address climate change especially countries of the Central African sub region.

Growth of forest plantations in Central Africa lags over financing constraints - **CIFOR**



According to the report titled Congo Basin Forests – State of the Forests 2021 produced by Central Africa Forest Observatory (OFAC), sluggish economic growth in the last 20 years has stalled investment in commercial forest plantations in the region. This is compounded by the difficulty in finding financing for business operations like forest plantations which do not quickly generate profits. It takes between 5 and 8 years to get a positive cash flow after investing in forest plantations.

For many Indigenous communities, land titles aren’t the same as tenure security - **CIFOR**

With international climate negotiations putting Indigenous Peoples and other local communities in the spotlight for climate funding, more attention is being paid to protecting those groups’ rights to their land and forest. That often takes the form of land titling programs, but titles alone don’t guarantee rights. And while tenure security can make communities more secure, exactly what that means varies from place to place, according to a new study by the Center for International Forestry Research and World Agroforestry.

VOMA Ralph / Daniel AVINA



Parliament - Government Dialogue

The debate on land governance in Cameroon continues in Parliament!

These debates are part of the monitoring and evaluation of the implementation of the National Development Strategy 2030 (NDS30), in which the development of land areas is an important lever for the achievement of Cameroon's emergence.

Since the adoption of the National Development Strategy 2030 (NDS30), the Cameroonian Parliament, at the initiative of REPAR, has multiplied meetings with sectoral ministries to dialogue and ensure the effective and efficient implementation of this important agenda. The dialogue between Parliament and Government was held on 15 and 16 November 2022 in Yaounde under the high patronage of the Honourable Speaker of the National Assembly of Cameroon. The works co-organized by REPAR-Cameroon and the Centre for Environment and Development (CED), were articulated around the theme "Large-scale land concessions in Cameroon: Assessment and prospects in the framework of reform".

The meeting was chaired by the Honourable Hilarion ETONG, 1st Vice-President of the National Assembly of Cameroon, and was facilitated by

Patrice BIGOMBE LOGO, Director of the Centre de Recherches et d'Actions pour le Développement Durable en Afrique Centrale (CERAD). It aimed at evaluating the strengths and weaknesses of the current mechanisms for the allocation and management of land concessions in Cameroon and to elicit a position from Parliamentarians on a better management model. High ranking participants took part in the meeting, namely: Minister of State Property, Surveys and Land Tenure, Henri EYEBE AYISSI, Philippe VAN DAMME, Ambassador and Head of the European Union Delegation to Cameroon, the National Coordinator of REPAR-Cameroon, Hon. Jean-Jacques ZAM, Dr. Samuel-Alain NGUIFFO, Secretary General of CED, Members of Parliament of both chambers, representatives of MINADER and MINIMIDT, CSOs, companies and the media.

In response to the concerns raised by parliamentarians, notably the acquisition of land titles by communities; conflict in land management; problems of overlapping between the administrations on the use of spaces in the public domain of the State and the projection of activity; the size of the areas allocated to companies; the non-respect of the clauses of the concession booklet; the marginalisation of communities in decision-making and the need to accelerate the ongoing land reform, several strong recommendations were formulated in the direction of enriching the ongoing reform and improving land management in Cameroon.

MANGA ANYOUZOA



Les recommandations

1. Privilégier les baux pour toutes attributions de concessions et supprimer la titrisation des terres attribuées en concessions afin de limiter les droits des investisseurs à l'usage
2. Limiter et réduire les superficies cessibles en concessions foncières, en tenant compte de la disponibilité présente et à venir des terres, de la nature de l'investissement, de la croissance démographique et de la nécessité de préserver l'espace vital des communautés
3. Eriger le village en entité juridique susceptible de jouir de la propriété sur ses terres
4. Réviser la composition et le fonctionnement des commissions consultatives en intégrant les maires, les parlementaires, et les représentants de l'administration chargée de l'environnement et de la décentralisation comme membres
5. Systématiser l'organisation préalable des consultations élargies à l'ensemble des membres de la communauté, assortie de Procès-verbaux signés par les différentes catégories sociales de la communauté comme pièces indispensables à l'évolution des procédures
6. Systématiser la saisine par correspondance du MINDCAF par les villages devant abriter des investissements
7. Mettre en place un Comité interministériel de suivi des concessions attribuées et des obligations environnementales et sociales des cahiers de charges des investisseurs. Cette Commission devrait inclure les représentants des communautés. La Commission pourra ainsi évaluer les performances des entreprises, le niveau d'exécution des cahiers de charge et l'atténuation des impacts environnementaux
8. Faire des communautés des partenaires au projet d'investissement en considérant la terre comme leur apport
9. Systématiser la cartographie permettant de clairement délimiter les espaces attribués en concession. Explorer à cet effet les perspectives qu'offrent la cartographie participative qui permet d'impliquer les communautés dans la délimitation des espaces, de sorte que les espaces et les limites soient reconnus de manière consensuelle
10. Systématiser la mise en place des mécanismes de dialogue entre communautés et investisseurs. Ces cadres permettraient de s'assurer un partage d'informations, de poursuivre la négociation permanente, d'éviter les incompréhensions et de gérer les conflits
11. Actualiser la liste des biens à indemniser et revaloriser les barèmes des indemnisations en tenant compte des données actuelles.

Weekly meetings of the REPAR Technical Secretariat

An essential barometer for achieving objectives

These meetings are a platform for exchange and sharing where the vision of REPAR is built.

The REPAR coordination meetings are one of the main meeting platforms between the Regional Coordination and the Permanent Technical Secretariat. They are real laboratories where the actions to be carried out by REPAR are thought and formulated. It is also the place for monitoring and evaluation of the implementation of activities.

The meetings are generally held every Tuesday. Each department presents the activities carried out during the previous

week. This is followed by a review of the level of implementation of these activities. In an inclusive manner, all departments are asked to give constructive feedback. This clash of ideas leads to major recommendations. In this way, the Annual Work Plan is implemented in detail. Where necessary, adjustments are made.

The REPAR conference room is the place where these meetings take place. The entire staff participates in these meetings and enjoys a highly productive intellectual exchange.

The success of the organization of the 3rd International Conference of REPAR which was held from 27 to 28 February 2023 in Libreville rests mainly on this instrument of piloting which represent the weekly meetings of coordination of REPAR. The first drafts of concept note, agenda and communication strategy were elaborated there.

Clarisse NDONGO

PROJET LANDCAM Les acteurs font le bilan !

Le point sur l'état d'avancement de la réforme foncière au Cameroun au terme du processus le 31 Janvier 2023, révèle une amélioration de la gouvernance dans ce secteur, souligne les manquements et explore les perspectives.



Le processus de réforme foncière au Cameroun entamé en 2017 est arrivé à son terme le 31 Janvier 2023. Durant 6 ans, le CED, le RELUFA, le REPAR-Cameroun, le RECTRAD et l'IIED ont conduit le projet grâce aux appuis de l'Union européenne et de nombreux partenaires nationaux. Une grande diversité d'activité a été menée dans le domaine de la recherche et des d'actions de plaidoyers.

A la fin du projet LandCam, les parties prenantes au processus (Société civile, représentants de communautés rurales et des populations autochtones, divers secteurs de l'administration, Parlementaires, médias, universitaire, Chefs Traditionnels et secteur privé) ont posé un regard retrospectif sur l'évolution et la pertinence du projet. Le bilan de la mise en œuvre des activités depuis 2017 satisfait les attentes. Cependant, les acteurs ont tiré les leçons de quelques ratés constatés, à l'instar de la faible communication et sensibilisation des communautés locales sur le projet et la réforme foncière.

Parmi les points positifs unanimement enregistrés

figurent les ateliers thématiques tels que la tenue de la Semaine du Foncier dont la dernière édition a été organisée en partenariat avec le MINDCAF en 2022, les dialogues Parlement-Gouvernement et les activités menées sur le terrain. Dans l'optique de contribuer davantage à l'amélioration de la gouvernance foncière et des ressources naturelles au Cameroun, les acteurs ont formulé des recommandations visant à orienter la formulation du nouveau projet de Loi. Ces recommandations explorent les perspectives et fixent les priorités des éventuelles futures interventions dans le secteur foncier.

Le projet LandCam a eu le mérite de mettre en évidence la préoccupation de la sécurisation des terres pour une meilleure conservation des ressources naturelles. Il a appelé l'attention des parties sur l'importance du partage d'expériences entre les différents acteurs, en vue de l'amélioration de la réforme et de la mise en place d'une plateforme de dialogue associant décideurs et communautés. Il est en effet important de créer les conditions d'une compréhension mutuelle

des préoccupations des intervenants et de conduire des actions porteuses, à l'instar de la mise en place d'une base numérique de données sur le foncier, la formation des jeunes chercheurs sur le foncier, la capacitation des journalistes sur les sujets en droite ligne des préoccupations foncières, une démarche inclusive à travers la synergie d'actions multi acteurs, l'institution de la semaine du foncier, la mise en place de la REDLAND VOICE, la réalisation d'un film documentaire sur la gouvernance foncière dans le grand nord, le Dialogue multi acteurs, des propositions de textes réglementaires dans le cadre de la réforme foncière, d'amener les PACL à s'approprier les questions foncières, l'implication des femmes et le renforcement des capacités des Chefs Traditionnels sur les questions foncières et la prise en compte des échanges inclusives.

Au terme de l'évaluation, les acteurs ont formulé le vœu de la prorogation du projet Landcam pour continuer à accompagner le Gouvernement dans l'amélioration de la réforme foncière.

MANGA ANYOUZOA

Pêche illicite

Le coup de pouce du **REPAR-Cameroun** à la lutte contre le fléau mondial

Selon la Commission de l'Union européenne (UE), le Cameroun fait piètre figure. Les Parlementaires se saisissant de la question, comptent s'investir dans le renforcement du dispositif législatif et réglementaire du pays.

C'est au travers d'un communiqué rendu public le 5 janvier 2023 que de la Commission de l'Union européenne a porté à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale que le Cameroun ne respectait pas ses engagements en matière de lutte contre la pêche illicite. Pour le représentant de l'UE, « le Cameroun a continué d'enregistrer des navires pêchant en dehors de ses eaux, y compris un navire de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), et dont les activités échappent au suivi des autorités compétentes ».

En février 2021, l'UE avertissait déjà le Cameroun de ce non-respect des normes établies par le droit international de la mer. En sa qualité d'État du pavillon, d'État côtier, d'État du port et d'État de commercialisation, Yaoundé s'est engagée à respecter la politique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

visant à prévenir, contrecarrer et éliminer les activités de pêches INN, et ratifié le 19 novembre 1985 la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer (CNUDM).

Le Cameroun est ainsi épinglé par l'UE en raison des conséquences sociales, économiques, environnementales et planétaires découlant de la pêche illicite. Cette problématique constitue la clé de voute de la conservation et de la préservation durable des écosystèmes aquatiques marins, aussi bien en haute mer que dans les eaux sous juridiction nationale. L'une des menaces les plus graves qui pèsent sur l'exploitation durable de la mer, repose sur la durabilité des stocks halieutiques et la biodiversité marine.

Avec une demande annuelle en poissons estimée à 500.000 tonnes, le Cameroun peine à assurer

son autosuffisance halieutique. Sa production locale est annuellement évaluée à environ 100.000 tonnes. Pour combler le gap, soit 400.000 tonnes de poisson, le Gouvernement camerounais recourt à des importations massives auprès de la Mauritanie, du Sénégal, de l'Irlande et du Brésil. Parmi les causes de cette balance déficitaire, figurent la capture illicites des produits halieutiques.

Face à cette épineuse situation, le REPAR – Cameroun entend contribuer à la lutte contre ce fléau dont l'envergure s'étend en réalité au-delà des frontières nationales. Ladite contribution consistera à renforcer les dispositifs règlementaires et législatifs de lutte contre la pêche INN ». Son tout premier levier sera l'information et la sensibilisation des Parlementaires sur la problématique de référence, en vue de susciter une réponse politique et législative appropriée.

Il y a lieu de relever qu'en plus du Cameroun, six autres pays figurent au banc, à savoir Belize, le Cambodge, les Comores, la Guinée, le Sri Lanka, Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Toutefois, Belize, la Guinée et le Sri Lanka se sont positivement distingués depuis 2013 pour sortir cette liste.

Siddik NJOYA



Awards

The ceremony took place on 27 January 2023 at the end of the 2023 Annual Work Plan meeting

Healthy emulation is the fuel that fuels performance at REPAR. The Regional Coordination has made this a point of honour in defining its strategic orientations. The awards given to best staffs at the end of each year is part of this logic.

The price award ceremony is a very popular, entertaining and pleasant event. For the year 2022, three employees were distinguished. It is the culmination of a thorough and well-supervised selection process. The entire hierarchy is involved in the evaluation of staffs. Eligibility to apply is reserved for staff with at least two years' working experience at REPAR. In order to give all employees a chance, the competition has been reduced to one year's seniority and is now open, as of 2023, to department heads.

The best employees of the year 2022 of REPAR were: Mrs ELLA MEYE Nina Clarisse, Head of secretariat pool, Mr ABOUBAKAR SIDDICK, Study officer N°1 and Mrs AFAN Hortense, Chief cleaner. Each of the recipients received from the hands of the Regional Coordinator of REPAR, a certificate as a token of appreciation.

Noëlle F. MFOULOU

REPAR awards its best employees 2022



Reaction

« I am honoured to be elected once again among the best employees of REPAR. I express my deep gratitude to the Regional Coordinator of REPAR as well as to all my hierarchy. Their support and assistance have always been of great importance for my work and my professional development. I would like to praise the frank collaboration with my colleagues and the supervision of the people in charge of the various departments. I also promise to redouble my efforts to always deserve the trust placed in me. »



ABOUBAKAR Siddick, recipient

Sharing Day

Social cohesion further strengthened !

The Regional Coordinator makes it a point of honour to promote entrepreneurship within REPAR.



The above-mentioned managerial orientation mobilizes REPAR. In this vein, the staff of the Permanent Technical Secretariat organised a gift exchange day on 27th January 2023 at the Yaounde Conference Centre.

Beyond the gesture of sharing, it is more about seeing the emergence and consolidation of a team united around the human values of sharing and solidarity.

In this vein, the creation of the REPAR SPORT branch and the solidarity and assistance fund for staff in case of a happy or unhappy event have already seen the light of day. The institution of a Sharing Day at REPAR would help to strengthen this healthy emulation within REPAR.

The very first edition of the Sharing day was held under the leadership of the Permanent Technical Secretary with as special guest, the Regional Coordinator of REPAR, Honorable Jean-Jacques ZAM. The entire staff was keen to mark with a white stone this ceremony of launching a new concept to strengthen collaboration. It is recognised that human values are those that move human beings.

Warmth and relaxation were therefore the order of the day for this ceremony, as one would expect. To set the scene for what was to be the menu of the

Echanges de vœux au REPAR

Bonne année Honorable Coordonnateur !



meeting, the administrative and financial manager of REPAR, the main instigator of the day, spoke to the audience about the motives that led to the setting up of the Sharing Day. It is based on the sanctity of sharing and the consolidation of links, which are essential for building performance in companies.

Speaking on this occasion, the Honourable Regional Coordinator of REPAR did not hesitate to congratulate and encourage this new momentum. All those present having been briefed; the exchange of gifts could begin. For the very first gift, the announcement called Théophile BEKONO SAMBA, the Permanent Technical Secretary of REPAR. Then, one after the other, the rest of the staff followed one another on the platform set up for the occasion in a carnival atmosphere. It was a beautiful party, and we look forward to the second edition !

Camille ATANGANA M. / Françoise BINGO

Le vendredi 27 Janvier 2023, la coutume a été respectée. Le personnel du REPAR-AC et du REPAR-Cameroun ont échangé leurs vœux de nouvel an au Palais des Congrès de Yaoundé avec leurs hiérarchies respectives.

Bonne année Honorable Coordonnateur Régional ! Bonne année Honorable Coordonnateur National ! Ces phrases ont été prononcées respectivement par les personnels des deux structures, lors de la poignée de main à leur Coordonnateur.

Le Secrétaire Technique Permanent, Théophile KEKONO SAMBA a conduit le personnel des deux entités du REPAR. Dans son allocution de circonstance, il a dressé un bilan positif de l'année 2022 et a émis le souhait que 2023 qui commence, soit autant, si non meilleure. A l'endroit du personnel dont il a la charge, il a appelé les uns et les autres à redoubler d'efforts pour continuer de mériter la confiance de son Coordonnateur qui n'a jamais ménagé l'effort nécessaire pour combler les attentes du personnel. Pour le Secrétaire Technique Permanent, le Coordonnateur mérite reconnaissance pour ses œuvres humanitaires en direction de la jeunesse. Le REPAR sert d'établissement de formation pour les jeunes diplômés en quête de qualification professionnelle. Il remettra l'année 2023 entre les mains du Seigneur Tout Puissant. En cette occasion solennelle, il a formulé au Coordonnateur, à sa famille, au Bureaux de la Coordination Régionale et des Coordinations Nationales du Réseau et à tous ceux qui lui sont chers, les vœux sincères de santé, de paix, de grâce et de prospérité.

Dans son mot improvisé, le Coordonnateur a félicité et surtout remercié le personnel pour sa bonne collaboration et son engagement au travail. Tout en formulant des vœux de bonne santé au personnel du REPAR, l'Honorable Jean-Jacques ZAM a fini son propos en promettant que des motivations financières seront octroyées dès que la situation du Réseau sera favorable.

C'est sur cette note d'espoir que les vœux ont été ouverts. Le Secrétaire Technique Permanent a conduit le défilé du personnel devant l'Honorable Jean-Jacques ZAM. L'ambiance était celle des grands jours.

J. M. AFOUMOU ENAM

8 mars édition 2023

La fête en couleurs chez les "Amazones" du REPAR

La gente féminine du Secrétariat Technique du Réseau s'est jointe aux dames du monde entier pour célébrer la 38^{ème} édition de la Journée internationale de la femme, sous le thème « Pour un monde digital inclusif : innovation et technologie pour l'égalité des sexes ».



Pas besoin d'orchestre ou de sonorisation haut de gamme. Les femmes du REPAR, avec leurs voix, énergies et enthousiasme ont réussi à chauffer l'ambiance et à animer ce 8 mars d'une juste dose festive. Belles, élégantes et ravissantes dans leurs tenues et coiffures de circonstance, elles ont été honorées par leur Coordonnateur national et régional, Honorable Jean-Jacques ZAM, venu partager avec elles les réjouissances et agapes de la commémoration. Le Parlementaire qui célébrait cet évènement aux côtés de son personnel féminin qu'il appelle désormais "les amazones", a pris toutes les dispositions, pour que : « Les femmes du REPAR se sentent localement valorisées dans leur propre entreprise ».

Sans toutefois limiter la célébration aux seules agapes et autres réjouissances populaires, le patron de la structure a encouragé ses "amazones", re-

connaissant leur efficacité dans l'accomplissement des tâches à elles confiées. Il les a invitées à méditer sur le thème choisi pour la 38^{ème} édition du 8 mars, rappelant qu'« On parle de l'inclusion digitale des femmes. Ça veut dire que les femmes doivent plus que jamais accéder à l'outil informatique, naviguer dans internet qui constitue aujourd'hui une niche d'opportunités pour tout le monde. Mais vous devez aussi savoir chères dames du REPAR, a souligné le Coordonnateur, qu'internet malheureusement a ses travers ».

Avec leurs patrons et collègues hommes auprès d'elles, les femmes du Secrétariat Technique du REPAR ont commémoré comme il se doit cette journée qui célèbre la femme dans sa diversité et ses potentialités. En plus du Coordonnateur, la célébration de la journée du 8 mars au REPAR a en effet enregistré la participation d'autres hautes

personnalités, à l'instar du Secrétaire Technique Permanent Théophile Bekono Samba et du Conseiller Diplomatique Joseph Marie Fouda Ndi. Une autorité traditionnelle, Sa Majesté Bruno Mvondo faisait partie des invités. Ainsi honorées par la présence des hommes du réseau aux festivités, les femmes du REPAR ont exprimé leur infinie gratitude à leur hiérarchie et leurs collègues pour ces moments de partage familial et professionnel, par la voix de leur porte-parole, Mme Elisabeth Ntsama, Responsable administratif et Financier.

Acclamation, youyou, cris de joie entre autres étaient au rendez-vous de cette rencontre qui s'est achevée autour d'un repas festif et d'un verre de vin, suivi de pas de danse au rythme des belles mélodies du terroir, comme pour dire tout est bien, qui finit bien.

Rose Jocelyne / EBAH/stagiaire

REPAR SPORT

Le temps de la normalisation

Quatre ans après sa création, la branche sportive est devenue un digne ambassadeur du REPAR. Pour aligner ses objectifs au nouveau cadre stratégique de l'institution, les membres, soutenus dans la démarche par le Président d'honneur, ont entrepris de restructurer leur association.

La restructuration du REPAR SPORT a démarré au mois de Juin 2022, par la mise sur pieds d'un comité de normalisation placé sous l'autorité de S.E. Joseph Marie FOU DA NDI, Conseiller Diplomatique du REPAR et personnalité ressource en matière de sport au Cameroun. Ce comité s'est fixé pour objectif d'élaborer les Statuts et le Règlement intérieur de l'association, et d'organiser l'élection d'un nouveau Bureau exécutif.

Le 23 Janvier 2023, le processus de normalisation a été bouclé. Sur la base des nouveaux statuts et règlement intérieur, un Bureau exécutif a été élu. Il se compose de 10 membres dont un Président, un vice-président, un secrétaire général, un secrétaire Général adjoint, une trésorière, un



commissaire aux comptes, un commissaire adjoint aux comptes, deux conseillers et un censeur. Dans le strict respect de la loi électorale en vigueur, Guy EVINA NDOUNGA a été élu Président. Une fois installé, le nouveau bureau a présenté la feuille de route de son mandat.

Cependant, le temps de la normalisation n'a pas arrêté les activités de REPAR SPORT. Le 06 novembre 2022, l'association a livré un match de football à Ebolowa dans la Région du Sud Cameroun, contre « Amvam Yévol », l'équipe d'un village situé à la périphérie ouest de la ville. Le score a été de 2 buts à 1 en faveur de REPAR-SPORT.

Stéphane ASSAM ANYOU



L'engagement des Parlementaires garantit l'inclusivité
et l'efficacité des législations et des politiques en
matière de gestion durable des forêts et des ressources
naturelles d'Afrique centrale



REPARNews

News Magazine of the Network of Parliamentarians
for the Sustainable Management of Forest Ecosystems in Central Africa

